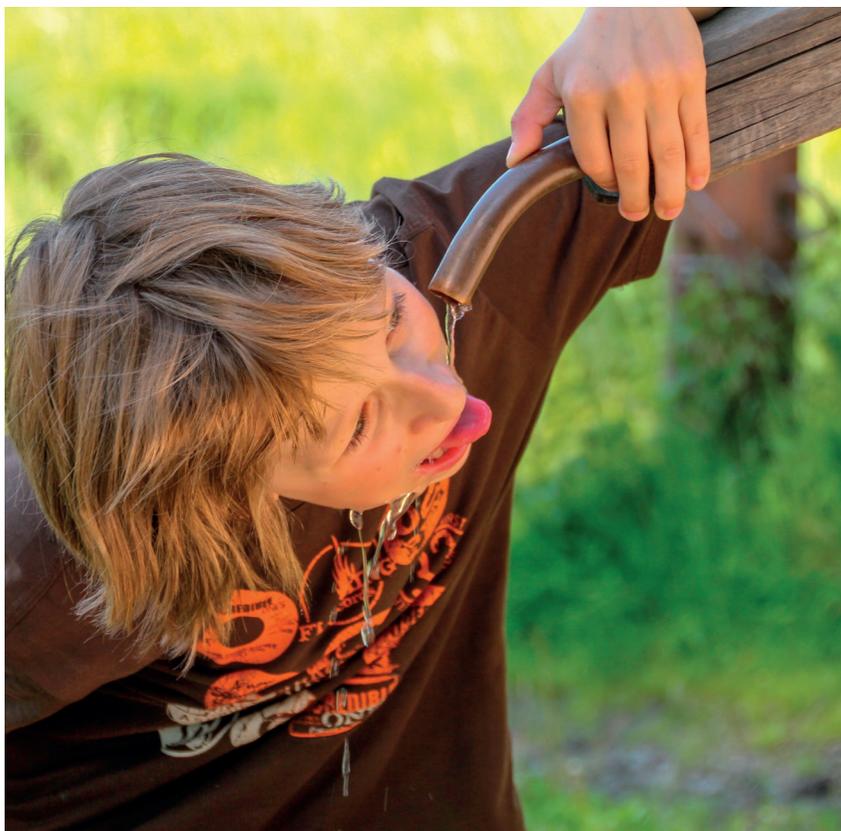


## EAU POTABLE

### L'ANSES PROPOSE UNE MÉTHODE POUR IDENTIFIER LES MÉTABOLITES DE PESTICIDES PERTINENTS

L'Anses vient de proposer une méthode pour identifier, parmi les métabolites de pesticides, ceux qui devront faire l'objet d'une attention prioritaire au regard des enjeux sanitaires associés à la consommation de l'eau de boisson.



© DR

En France, près de 700 substances et une quarantaine de métabolites font l'objet de contrôles périodiques donnant lieu à plus de 3 millions de résultats d'analyse chaque année.

Au contact des différents milieux dans lesquels ils diffusent, les pesticides peuvent se dégrader en métabolites, en fonction de leurs caractéristiques et des conditions physico-chimiques qu'ils rencontrent. Ces métabolites, qui peuvent s'accumuler dans les sols, les eaux de surface et les eaux souterraines, sont susceptibles de contaminer les ressources en eau, voire les eaux destinées à la consommation humaine. La présence de résidus de pesticides et de leurs métabolites dans l'eau potable est encadrée par la directive 98/83/CE qui fixe des limites de qualité

(qui ne correspondent pas à des seuils sanitaires) pour les pesticides et leurs métabolites pertinents: 0,1 µg/L par substance individuelle et 0,5 µg/L pour la somme de ces molécules. Mais elle ne définit pas ce qu'est un métabolite pertinent. Les autorités sanitaires ont donc jusqu'à présent considéré que tout métabolite de pesticide détecté dans les eaux destinées à la consommation humaine devait respecter la limite de qualité de 0,1 µg/L.

Dans le cadre de ces contrôles, des résidus de pesticides ou des métabolites sont détectés au-delà des limites



## Nominations

**DREAL PACA** : Fabrice Levassort (ICPEF), a été nommé directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour une durée de cinq ans, à compter du 13 mai 2019.

**IRSTEA** : Vincent Motyka est nommé représentant titulaire du ministre chargé de la recherche au conseil d'administration de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, en remplacement de Pierre Valla.

**ARS Wallis et Futuna** : Patrick Lambruschini, directeur adjoint de l'Agence de santé du territoire des îles Wallis et Futuna, a été chargé d'assurer l'intérim des fonctions de directeur de l'Agence de santé du territoire des îles Wallis et Futuna à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019.

**DAAF Martinique** : Jacques Helpin (IGPEF), a été nommé directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Martinique à compter du 5 mai 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019.

**DACS de la Vienne** : Christine Berthome, attachée d'administration hors classe de l'État, est nommée directrice départementale adjointe de la cohésion sociale de la Vienne à compter du 6 mai 2019.

**DACS de Paris** : Annie Forveille, attachée d'administration hors classe de l'État, est nommée directrice départementale adjointe de la cohésion sociale de Paris à compter du 6 mai 2019.

**DDPP des Pyrénées Orientales** : Estelle Bohbot, directrice départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de 2<sup>e</sup> classe, est nommée directrice départementale de la protection des populations des Pyrénées-Orientales à compter du 12 mai 2019.

**DDT du Jura** : Jean-Luc Iemmolo (IGPEFD), est nommé directeur départemental des territoires du Jura à compter du 12 mai 2019.

**DRCSCS PACA** : Nathalie Daussy (IJS), est nommée directrice départementale des Bouches-du-Rhône déléguée de la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Provence-Alpes-Côte d'Azur à compter du 20 mai 2019.

**DREAL Normandie** : Karine Brule (IGPEF), est nommée directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie, pour une durée de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.



# Olentica

O D E U R S & C O V

Olentica est un acteur incontournable dans le domaine de la métrologie des odeurs et des composés organiques volatils (COV). Depuis 2011, ont été privilégiés un abord global des problématiques rencontrées, associé à une capacité d'innovation en rapport avec son lien avec l'École des Mines d'Alès.



Les prestations proposées par Olentica relèvent de différents objectifs : des besoins réglementaires à réaliser stricto sensu, des besoins analytiques spécifiques, des missions d'audit et diagnostic, jusqu'aux études de recherche et développement.



[www.olentica.fr](http://www.olentica.fr)

Olentica s'adresse tout autant aux industriels qu'aux collectivités, qu'ils soient de taille mondiale ou locale sur des problématiques de pollution de l'atmosphère ou de l'air intérieur.



Ces missions sont conduites soit à l'aide d'outils développés en interne, avec les outils de fournisseurs reconnus pour leur expérience.



Olentica a la capacité d'intervenir dans le monde entier, là où son expertise est reconnue et réclamée. Ainsi, Olentica a su conduire des missions sur toute la France, ses pays limitrophes, mais aussi en Afrique du nord, en Asie du sud-est et en Amérique du sud.



[contact@olentica.fr](mailto:contact@olentica.fr)

de qualité dans différentes situations locales. La réglementation prévoit alors différentes actions (interconnexion, dilution, traitement renforcé, etc...) pour rétablir la conformité de l'eau.

Pour concentrer les mesures de gestion sur les situations prioritaires, la Direction générale de la santé a saisi l'Anses pour établir une méthodologie permettant d'identifier les métabolites pertinents dans les eaux de consommation. La démarche proposée se fonde sur une définition de la pertinence visant la protection de la santé et comprend plusieurs étapes d'examen des effets potentiels pour la santé (génotoxicité, toxicité pour la reproduction, cancérogénicité, perturbation endocrinienne), incluant le potentiel de transformation dans la filière de traitement d'un métabolite de pesticide en un produit dangereux pour la santé humaine.

Cette méthodologie peut s'appliquer à tout métabolite quantifiable dans les eaux destinées à la consommation humaine. Elle est destinée à être mise en œuvre dans le cadre d'une

expertise scientifique collective de l'Anses, en s'appuyant sur les données disponibles (dossiers d'homologation, littérature scientifique...).

Pour tester la méthodologie proposée, 8 métabolites ont été évalués. Ces 8 molécules sont des métabolites d'herbicides issus de quatre substances actives, dont 2 ne sont plus autorisées. Parmi les 8 molécules, 5 métabolites ont été classés « non pertinents », et trois métabolites ont été classés « pertinents ». Pour les métabolites évalués « pertinents », les limites de qualité en vigueur (0,1 µg/L et 0,5 µg/L) continueront de s'appliquer. Pour les « non pertinents », l'expertise propose une valeur seuil de 0,9 µg/L.

L'Anses précise que ce classement de pertinence est susceptible d'évoluer de même que l'évolution des connaissances, et/ou l'évolution des méthodologies d'évaluation peut conduire à réviser la méthode proposée.

L'avis de l'Anses est accessible à l'adresse : <https://www.anses.fr/fr/system/files/EAUX2015SA0252.pdf> ●

## EN BREF

- **Géosynthétiques** : les actes du colloque « Rencontres Géosynthétiques 2019 » sont disponibles en libre téléchargement sur le site internet du CFG à l'adresse : [www.cfg.asso.fr](http://www.cfg.asso.fr)
- **Urbanisme** : Un guide pratique publié par l'AESN vise à une meilleure prise en compte de l'eau dans les projets d'aménagement et d'urbanisme : maîtrise des eaux de ruissellement par temps de pluie, lutte contre l'érosion des sols, protection des cours d'eau naturels, des zones humides et des zones d'expansion des crues. <http://eau-seine-normandie.fr/>
- **Risque inondations** : Le CEPRI vient de publier une nouvelle contribution aux réflexions en matière de gestion du risque d'inondation et d'aménagement

du territoire. « La prise en compte du risque d'inondation dans les PLU communaux et intercommunaux » vient s'ajouter à une précédente publication sur la prise en compte du risque d'inondation dans les SCOT. <http://cepri.net/>

- **Eau potable** : Les questionnements autour du dimensionnement de réseaux d'eau potable, du changement climatique, de l'évolution des structures économiques a amené l'AFB à réaliser un bilan des méthodes de prévision de la demande en eau potable, en analysant les pratiques opérationnelles en France et à l'international ainsi que les innovations proposées par le monde de la recherche <https://www.documentation.eauetbiodiversite.fr>

**DDTM de Corse du sud** : Catherine Wenner (ICSPV), est nommée directrice départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud à compter du 27 mai 2019.

**DRIEA Ile-de-France** : Laurent Condomines (IPEF), est nommé directeur régional et interdépartemental adjoint de l'équipement et de l'aménagement de la région Ile-de-France, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, à compter du 10 juillet 2019, pour une durée de cinq ans.

**MTES – Administration centrale** : Aurélie Bretonneau, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommée directrice des affaires juridiques au secrétariat général du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, à compter du 6 mai 2019.

**ANDRA** : Adolphe Colrat, préfet hors classe, a été nommé président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

**SUEZ** : Bertrand Camus, à la suite de son élection en tant qu'administrateur par l'Assemblée Générale des actionnaires, a pris les fonctions de Directeur Général de SUEZ et nomme un nouveau Comité Exécutif ainsi constitué : Jean-Marc Boursier, Directeur Général Adjoint, en charge des Opérations ainsi que des activités Recyclage et Valorisation de l'Europe du Nord et de la valorisation des déchets dangereux en Europe ; Christophe Cros, Directeur Général Adjoint, en charge de Water Technologies & Solutions et de l'Amérique du Nord ; Marie-Ange Debon, Directrice Générale Adjointe, en charge de la France, de l'Italie et de l'Europe Centrale et Orientale ; Ana Giros, Directrice Générale Adjointe, en charge de l'International, et directement de l'Afrique, Moyen-Orient, Inde, Asie et Australie, des activités de Consulting et des Grands Comptes Industriels ; Angel Simon, Directeur Général Adjoint, en charge de l'Espagne, de l'Amérique Latine, et des activités Advanced Solutions & Smart Cities ; Jacques Audibert, Secrétaire Général ; Isabelle Calvez, Directrice des Ressources Humaines et Directrice par Interim de la Communication et du Développement Durable ; Julian Waldron, Directeur Financier. Haut Conseil pour le Climat : Olivier Fontan a été désigné pour occuper les fonctions de directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Risques majeurs** : Frédéric Mortier (ICPEF), est nommé délégué interministériel aux risques majeurs outre-mer auprès du ministre chargé de l'environnement.